

Scènes de ménage à la table de l'Oncle Sam

LE DIVORCE ÉTATS-UNIS - EUROPE 2/3

A l'occasion de la venue de Donald Trump en France, le 11 novembre, « Le Monde » consacre une série d'articles à la crise des relations transatlantiques. Aujourd'hui, l'été meurtrier des puissances occidentales, malmenées par les vitupérations du président américain

BRUXELLES, BERLIN, LONDRES, VARSOVIE -
envoyée spéciale

Selon à qui l'on s'adresse, c'est *La Cène* de Léonard de Vinci, ou le film *Douze hommes en colère*. Ce n'est jamais qu'une photo, mais le cliché est saisissant par la tension qu'il reflète : on y voit Donald Trump, assis les bras croisés dans une attitude de défiance, face à un groupe de dirigeants européens, debout de l'autre côté de la table. Au premier rang d'entre eux, penchée vers le président américain, qu'elle domine du regard, sous l'œil approuvateur du premier ministre japonais, Shinzo Abe, la chancelière allemande, Angela Merkel, semble user de toute son autorité pour amener M. Trump à la raison.

La scène se passe au G7 de La Malbaie, au Québec, le 9 juin. La photo fait aussitôt le tour du monde, et l'utilisation que vont en faire les différents dirigeants en dit long sur l'acrimonie qui se dégage de ce sommet, que M. Trump quittera avant la fin et, surtout, dynamitera d'un Tweet envoyé de l'avion présidentiel Air Force One pour annoncer qu'il retire sa signature du communiqué final. La photo est prise par Jesco Denzel, le

photographe de la chancellerie fédérale allemande, et diffusée sur les réseaux sociaux par le porte-parole de M^{me} Merkel, qui y voit l'occasion de montrer la chancelière sous un jour favorable, résistant à M. Trump. D'autres clichés pris par d'autres photographes, représentant le groupe plus détendu, vont être publiés, mais c'est celui-ci que l'on retiendra.

MACRON S'EMPORTE

Piqué au vif par l'avantage psychologique pris par les Allemands, Donald Trump va revenir longuement sur cette scène, dans un entretien accordé à la télévision ABC à Singapour, où il a atterri le lendemain pour un sommet avec son nouvel « ami » nord-coréen Kim Jong-un. Le président s'inscrit en faux contre l'interprétation faite de cette « photo tellement innocente » : tout se passait très bien, dit-il, « on discutait en attendant le document final. C'était juste une photo de moi, assis les bras croisés, j'attends le document pour pouvoir le lire. C'était juste une photo amicale ». M. Trump affirme qu'il s'est très bien entendu « avec pratiquement tout le monde », avec une mention spéciale pour « le nouveau, celui d'Italie, que j'aime beaucoup, il vient juste de gagner [Giuseppe Conte, le chef du gouvernement italien formé à la suite de la victoire des populistes aux élections] », et répète à plusieurs reprises : « Vous savez, c'est nous qui avons diffusé cette photo, ce sont mes gens qui l'ont diffusée ! »

Chronologiquement, il a raison : le premier cliché a été posté sur Twitter par son service de presse. Mais c'est celui des Allemands qui a fait mouche, au point que le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, le retweete plusieurs heures plus tard avec une autre légende, pour tenter de rectifier le tir : « Encore un G7 où les autres pays pensent que les États-Unis leur serviront de banque éternellement. Mais le président a été

clair aujourd'hui. C'est fini. » Pour la communication de la Maison Blanche, il n'est pas question, à la veille d'un sommet historique avec le dictateur de Corée du Nord, de laisser s'installer l'image d'un président américain en train de se faire chapitrer par une chancelière allemande.

D'ailleurs, sur ABC, Donald Trump revient aussi sur ce contexte qui, pour lui, est celui du déséquilibre de la balance commerciale avec l'Union européenne : « Ils étaient tous là, l'UE, je ne pouvais pas être content. L'UE est un désastre pour nous. Je leur ai dit : "Les gars, il faut changer ça, sinon on arrête le commerce." On a eu le retour du document, je suis parti, tout le monde était heureux, on s'est serré la main. Et puis, Justin [Trudeau] a fait cette chose très déplaisante. Je l'aime bien, mais il

n'aurait pas dû. Ça va lui coûter très cher. »

Cette « chose très déplaisante », c'est une remarque du premier ministre canadien, hôte du G7, dans sa conférence de presse de

clôture : il trouve « insultant » que les États-Unis motivent leurs droits de douane sur l'acier et l'aluminium par des motifs de sécurité nationale, et promet de ne pas se laisser « malmener ». Donald Trump suit la conférence à la télévision dans son avion et explose, jetant aux orties le document final et son « système commercial international fondé sur des règles ».

Pour Kori Schake, directrice adjointe de l'International Institute of Strategic Studies (IISS) à Londres, « l'espace béant entre Donald Trump et les autres » sur la photo – qu'elle interprète comme une scène où « Emmanuel Macron appuie Angela Merkel face à un leader américain qui boude » –, résume une réalité : « Ce G7 au Canada marquait la fin de l'ère américaine. » Pour la première fois, d'ailleurs, Emmanuel Macron, qui a toujours privilégié une relation cordiale avec son impulsif collègue d'outre-Atlantique, s'emporte : un communiqué de l'Élysée dénonce « l'inco-

hérence » et « l'inconsistance » américaines, les « colères et les petits mots », et supplie : « Soyons sérieux et dignes de nos peuples. »

Traité d'« assassin brutal » par M. Trump à cause des amendes infligées par la Commission aux géants américains de l'Internet, Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, lui, choisit l'humour. « Je crois que c'était voulu comme un compliment, dira-t-il. Mais je ne suis pas sûr. »

« RADICALISATION À WASHINGTON »

C'est l'été meurtrier pour la relation transatlantique. Les tensions qu'a créées, en mai, le rejet de l'accord sur le nucléaire iranien par l'administration Trump éclatent au grand jour et tournent à l'affrontement. Vis-à-vis de l'Europe, juge François Delattre, ambassadeur de France à l'ONU, « Donald Trump a largué les amarres en recrutant Mike Pompeo et John Bolton pour remplacer Rex Tillerson et H.R. McMaster » à la tête de l'appareil diplomatico-

stratégique américain. « On assiste à une radicalisation à Washington, constate un haut responsable européen. C'est "America first", version hard. En 2018, la situation au sein de l'administration se stabilise, les équipes se mettent en place : ça marche mieux, mais c'est plus dur, avec un agenda ouvertement hostile aux Européens. Les Américains assument le rapport de force sans la moindre pudeur. »

Un mois après le funeste G7, les « alliés » se retrouvent à Bruxelles pour un sommet de l'OTAN. C'est le deuxième de Trump. Au pre-

mier, en 2017, le nouveau président américain avait provoqué un malaise en refusant d'affirmer son engagement d'appliquer l'article 5 de la Charte atlantique, celui par lequel les membres de l'OTAN s'engagent à porter assistance à l'un d'entre eux en cas d'attaque, mais « l'oubli » avait été à peu près réparé par la suite – ou du moins voulait-on le croire.

Lorsque Donald Trump arrive dans la capitale belge, le 11 juillet, le climat est beaucoup plus tendu. Les Européens s'attendent à une offensive du président américain sur l'insuffisance de leurs dépenses de défense, même si la plupart ont fait des efforts depuis l'engagement pris en 2014, après l'annexion de la Crimée par Moscou, d'atteindre l'objectif de 2 % du PIB de chaque pays. A la veille du sommet, Washington a d'ailleurs adressé une lettre d'avertissement à neuf pays qu'il considère comme des « mauvais élèves ».

Le premier jour se passe sans encombre, malgré un petit déjeuner où, devant les caméras, M. Trump commence à critiquer Mme Merkel, « prisonnière de la Russie » en raison du gaz qu'elle lui achète. Au dîner du soir, selon des participants, le numéro un américain est d'humeur guillerette. Il raconte à ses

homologues ses exploits à Singapour, la manière dont il a séduit le dictateur nord-coréen, comment un appel intempestif de son ami Jack Nicklaus, l'ancien champion de golf, en plein sommet – appel qu'il a pris! –, lui a permis de lancer la conversation sur ce sport et de découvrir que Kim n'avait pas de

terrain de golf chez lui, comment alors il a demandé à Jack Nicklaus de remédier à ce regrettable état de choses. Puis il chante les louanges d'Elton John... On respire. Pour éviter le désastre du G7, les conseillers diplomatiques des uns et des autres ont préparé à l'avance une « déclaration » finale de la réunion de l'OTAN, validée par la Maison Blanche grâce à l'intervention de John Bolton; elle est diffusée dans la soirée et annonce un programme de renforcement de l'action de l'Alliance atlantique. Tout va bien.

ORAGE SUR BRUXELLES

Mais le lendemain matin, jeudi 12 juillet, l'orage éclate. Donald Trump arrive en retard à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement, déjà assis pour une séance sur le partenariat avec deux ex-républiques soviétiques

qui sont désormais dans l'orbite de l'OTAN sans en être membres, pour ne pas provoquer Moscou : la Géorgie et l'Ukraine. Il interrompt tout le monde et se lance dans une diatribe contre les alliés d'une férocité qui les sidère, au sens propre du terme. « *Tout y passe, raconte un témoin de la scène. Le nouveau siège de l'OTAN au prix exorbitant, l'immigration, le gazoduc Nord Stream 2, les voitures allemandes qui inondent le marché américain... Il nous tapait dessus, il a répété au moins 23 fois que nous ne payions pas assez!* » Le président américain paraît « hors de contrôle ». Les généraux Jim Mattis et John Kelly, respectivement secrétaire à la défense et directeur de cabinet du président, consternés, fixent le bout de leurs chaussures. John Bolton regarde ailleurs : « *Il avait écrit le script, mais Trump est sorti du script* », interprète un responsable de l'OTAN.

Angela Merkel se lève et va voir Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN : elle pense que le moment d'une sérieuse explication est venu, mais voudrait épargner ce triste spectacle aux dirigeants géorgien et ukrainien qui affichent, dit un participant, « la mine embarrassée de voisins invités à une

**« LA METHODE
DE DONALD TRUMP,
C'EST DE FAIRE
PRESSION,
LOURDEMENT.
IL A OFFENSÉ
DES GENS,
C'EST SÛR »**

KAY BAILEY HUTCHISON
ambassadrice
des Etats-Unis
auprès de l'OTAN

noce qui tourne mal». Ils sont priés de sortir, de même que les entourages des chefs d'Etat et de gouvernement. Le linge sale va se laver en famille restreinte.

Donald Trump continue, prend à partie individuellement les Etats membres, mais c'est sur Angela Merkel qu'il se déchaîne. Imperturbable, la chancelière impressionne tous ses collègues par sa dignité. «*Le comportement de Trump avec elle, qui trahit sa misogynie, est inadmissible*», s'indigne un ambassadeur d'un autre pays. Plusieurs diplomates observent d'ailleurs que Theresa May et Angela Merkel commencent, face à cette offensive de testostérone, à se serrer les coudes. C'est une autre femme, la présidente de Lituanie, Dalia Grybauskaitė, qui prend la parole pour défendre la chancelière : sans elle, explique-t-elle à Donald Trump, il n'y aurait pas eu d'unité européenne sur les sanctions contre la Russie. Puis Mark Rutte, le premier ministre néerlandais, la soutient à son tour. D'autres s'expriment, plus sur la défensive : le premier ministre slovaque, Peter Pellegrini, avance que s'il monte ses dépenses de défense à 2 %, il perdra les élections au profit des populistes – un argument qui ébranle sans doute assez peu Donald Trump. Au président turc, Recep Tayyip Erdogan, Trump lance : «*Mais toi, tu peux augmenter, tu n'as pas à t'embarasser de l'accord de ton Parlement !*»

Les Européens sont en état de choc. A l'extérieur, faute d'informations qui filtrent, les rumeurs les plus folles circulent : Trump, dit quelqu'un, aurait menacé de sortir de l'OTAN. En réalité, commente Tobias Bunde, expert à la Conférence de sécurité de Munich, «*il n'a pas besoin de quitter l'OTAN pour tuer l'organisation... Je n'ai jamais vu autant de gens effrayés à l'OTAN*». En sortant, le président américain affirme qu'il a demandé aux alliés de ne plus consacrer 2 %, mais 4 % de leur PIB aux dépenses de défense. Un chiffre totalement irréaliste, qui sera vite oublié : il est essentiellement destiné à démontrer aux électeurs trumpistes, *back home*, que leur président se bat pour leur portefeuille.

LE CHEMIN DE CROIX DE THERESA MAY

Donald Trump a-t-il tué l'OTAN ? Certainement pas, répondent les responsables de l'Alliance à Bruxelles, qui font valoir que la réalité de l'investissement américain dans l'infrastructure, l'équipement et en hommes traduit un engagement accru, justifié par le poids croissant de la menace russe. Dans son bureau, à l'immense siège vitré de l'Organisation, l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'OTAN, Kay Bailey Hutchison, pendant vingt ans sénatrice républicaine du Texas, se veut rassurante : «*Tous les présidents, Clinton, Bush, Obama, Trump, ont demandé aux alliés de faire plus d'efforts, explique-t-elle au Monde. Evidemment, celui-ci le fait avec plus de force. Mais il n'y a pas de manquement à l'engagement américain à la sécurité de l'Alliance. Le président, le secrétaire à la défense, le conseiller à la sécurité nationale et moi-même avons clairement exprimé notre*

engagement envers l'article 5. Les alliés le savent». Cela dit, reconnaît-elle, «*il y a des tensions, sur tous les fronts*».

A propos de tensions, n'a-t-elle pas été gênée, elle qui a longtemps été l'une des rares femmes au Sénat américain, par le comportement de son président à l'égard d'Angela Merkel et de Theresa May ? L'ambassadrice réfléchit longuement avant de souligner à quel point elle a été, elle, «*personnellement, impressionnée*» par les deux dirigeantes. «*Sa méthode à lui, c'est de faire pression, lourdement. Il a offensé des gens, c'est sûr, concède-t-elle. Mais la chancelière a été très professionnelle, et le président a eu beaucoup de respect pour la manière dont elle gérât des négociations difficiles. A la fin du sommet, quand le protocole le pressait de partir, il a embrassé Mme Merkel en lui disant : "Mais je n'ai pas envie de partir !", et elle a ri. Pour lui, c'était fini.*»

En dépit de toutes ces assurances, cependant, le doute subsiste sur la volonté politique de ce président-là d'appliquer l'article 5 si la nécessité se présentait. Surtout après sa réponse, quelques jours après le sommet, à la question posée par un journaliste de la chaîne Fox News : «*Prenons l'exemple du Monténégro, qui a adhéré à l'OTAN l'an dernier... Pourquoi mon fils devrait-il aller se battre pour le Monténégro s'il est attaqué ? – Je comprends*, répond M. Trump, *j'ai posé la même question. [Les Monténégrins] sont des gens très forts, très agressifs. Ils peuvent se montrer agressifs... Et félicitations, vous voilà dans la troisième guerre mondiale !*» Comme engagement de solidarité, on a vu mieux.

Mais Donald Trump n'en a pas fini avec sa tournée européenne, qui vire au carnage diplomatique. De Bruxelles, il s'envole pour Londres. Le soir de son arrivée, tandis que Theresa May le reçoit à dîner en grande pompe à Blenheim Palace, au nord-est de la capitale, *The Sun*, tabloïd anti-européen de Rupert Murdoch, publie une interview dans laquelle le président américain démolit sans le moindre égard toute la stratégie de la première ministre dans la négociation du Brexit et estime que Boris Johnson ferait un excellent remplaçant à Downing Street. Le lendemain, il rétro pédale, comme si de rien n'était, au cours d'une conférence de presse conjointe avec Mme May, «*cette femme incroyable, là, qui fait un job fantastique*», et avec laquelle il affirme entretenir «*une relation spéciale du plus haut niveau*». Pour Theresa May, la «*relation spéciale*» relève plutôt du chemin de croix.

DRÔLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE

Dernière épreuve de la tournée en Europe : le sommet Trump-Poutine à Helsinki, le 16 juillet. A nouveau, le président américain stupéfie ses alliés, en plaçant sa confiance dans les dénégations de Vladimir Poutine plutôt que dans ses propres services secrets à propos des ingérences russes dans les élections américaines. Il omet de mentionner la Crimée et choque ses équipes en acceptant un tête-à-tête de deux heures avec le prési-

dent russe sans collaborateur américain présent. Que savez-vous de ce qu'il s'y est dit ?, demandera *Le Monde* plus tard à un diplomate américain de haut rang. «*Nous savons ce que nous avons besoin de savoir*», répond-il, irrité. La presse américaine crie à l'humiliation, les Européens tentent de se rassurer en constatant que rien de concret ne semble résulter de cette étrange rencontre.

Il n'empêche. Cette séquence estivale, résume un ambassadeur auprès de l'OTAN, «*a clairement posé la question de la garantie de sécurité : si un jour il faut défendre l'Europe, cela dépendra de la décision du président des Etats-Unis, et de lui seul. Cela cause une grande inquiétude*». Ce sentiment va être encore accentué par l'annonce par Washington, le 23 octobre, de son intention de dénoncer l'accord américano-soviétique de 1987, dont la Russie a hérité, sur les missiles nucléaires de portée intermédiaire, rompant avec la politique traditionnelle américaine de contrôle des armements. Les Européens ne contestent pas – ou ne contestent plus, pour certains – que cet accord ait déjà été violé par Moscou. Mais quel est le plan B de Washington ? Comment remplacer ce traité ? «*Va-t-on redéployer des fusées Pershing en Europe ?*», ironise un diplomate européen. «*Cette administration casse tout et n'installe rien à la place, à part des sanctions !*», enrage un autre. «*Qui est la victime principale*» de cette décision ?, s'interroge à son tour Emmanuel Macron sur Europe 1, mardi 6 novembre. Réponse : «*L'Europe et sa sécurité*».

L'inquiétude est d'autant plus grande que l'Europe est, elle aussi, agitée par les mêmes dynamiques que celle qui a porté M. Trump au pouvoir. En cette deuxième année de mandat, il n'a pas échappé à plusieurs gouvernements de l'UE que son administration soutient les mouvements populistes ou antisystème qui divisent l'Europe. Il n'a pas échappé à Bruxelles que, dans ses réquisitoires contre les alliés qui traînent les pieds sur les dépenses de défense ou ont une balance commerciale excédentaire avec les Etats-Unis, Donald Trump épargne l'Italie depuis qu'elle a basculé dans le camp eurosceptique, alors qu'elle coche ces deux cases. Il n'a pas échappé à Paris que Washington soigne particulièrement les pays d'Europe centrale, en délicatesse avec la Commission européenne sur l'Etat de droit. Et il n'a pas échappé à Berlin que l'ambassadeur américain en Allemagne, Richard Grenell, a pour meilleur ami Jens Spahn, le très conservateur ministre de la santé et rival d'Angela Merkel, qu'il a fait inviter à Washington et qui a été reçu par John Bolton à la Maison Blanche, le 2 octobre.

«*Donald Trump est le meilleur avocat de l'UE*», ironise la ministre française des affaires européennes, Nathalie Loiseau. Mais l'Europe, qui a su se montrer unie face au danger du Brexit et même face à la Russie, sera-t-elle capable de surmonter ses divisions face à une Amérique qui se retourne contre elle ? ■

SYLVIE KAUFFMANN